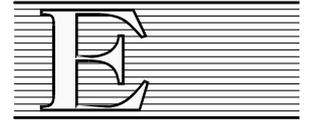




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/COE/26/2
1^{er} mars 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres africains des finances,
de la planification et du développement économique/Quarantième
session de la Commission

Vingt-sixième réunion du Comité d'experts

Addis-Abeba
29 mars – 1^{er} avril 2007

Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale de l'Afrique, 2006

A. SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

1. En 2006, la croissance de l'économie mondiale est restée modérée mais elle a été légèrement supérieure à celle de 2005, passant de 3,5% à 3,8%. Cette progression s'explique par le dynamisme des pays asiatiques, qui continuent d'afficher des taux de plus de 8%. Dans les économies développées, en revanche, la croissance reste modeste et n'est pas encore revenue aux niveaux d'avant 2001. Les principaux obstacles à la croissance sont les déséquilibres macroéconomiques considérables au niveau mondial, associés à des politiques macroéconomiques restrictives dans les pays développés, ce qui empêche une reprise tirée par la demande. Les cours élevés du pétrole compromettent également la croissance dans les pays développés et dans les pays en développement en raison de coûts de production élevés.

2. Les pays développés, en particulier les États-Unis, font face aux aggravations du déficit courant, du déficit public et de celui du secteur privé, qui menacent le redressement économique au niveau national et la stabilité financière mondiale. Les déficits grandissants des États-Unis ont été financés par l'épargne des pays en développement, en particulier des pays asiatiques et des pays d'Amérique latine. Il faudra donc une action concertée et coordonnée des pays développés et des pays en développement pour corriger ces déséquilibres. Le mécanisme d'ajustement reposera notamment sur un accroissement de l'épargne aux États-Unis, une augmentation de l'investissement dans d'autres pays et une dépréciation du dollar, ce qui permettra de corriger le déficit commercial des États-Unis et d'éliminer les incitations qui poussent les pays en développement à accumuler des réserves.

3. Les changements économiques positifs au niveau mondial en 2006, qui sont susceptibles de soutenir la croissance en Afrique, sont notamment : les cours élevés des produits d'exportation dus à la forte demande mondiale provenant surtout de l'Asie, le respect des engagements pris concernant l'aide et l'allègement de la dette, un accroissement des apports d'investissement étranger direct (IED) avec une augmentation de la part provenant de la Chine et de l'Inde, et une augmentation des envois de fonds des travailleurs émigrés. Ces changements doivent être appuyés par des politiques internes adéquates si l'on veut maximiser leur impact sur la croissance en Afrique.

4. Dans l'ensemble, les perspectives à moyen terme de l'économie mondiale sont prometteuses et un atterrissage en douceur semble probable pour les États-Unis. En outre, les déséquilibres mondiaux ont commencé à se stabiliser, mais ils restent importants. Il subsiste toutefois, pour les pays africains, certains risques qui pourraient provenir de la concurrence asiatique et du fléchissement du marché de l'immobilier dans les économies développées, ce qui réduirait la demande et ferait baisser les prix des produits de base. Des mesures visant à augmenter la diversification, à renforcer la demande intérieure et à favoriser l'intégration régionale sont cruciales pour accroître les exportations, réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs et maintenir la récente reprise de la croissance en Afrique.

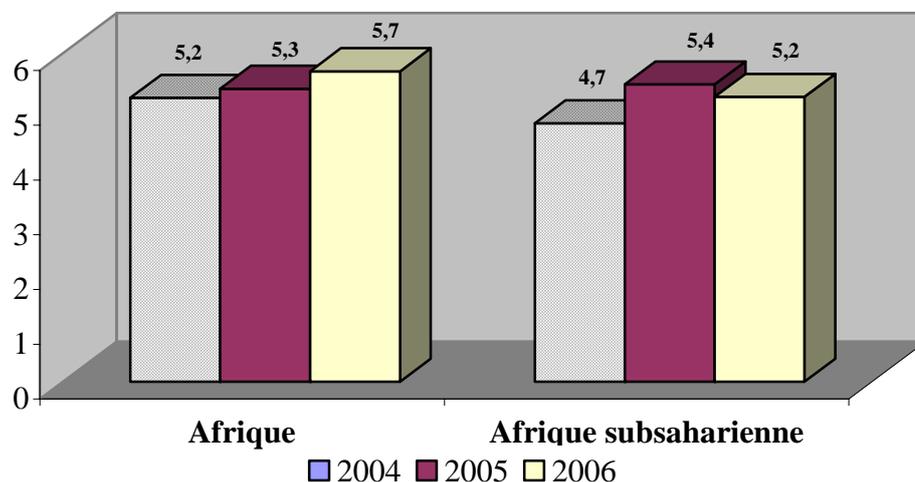
B. ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE LA CROISSANCE

Les économies africaines conservent l'élan de la croissance

5. Les économies africaines continuent de maintenir la dynamique de croissance des années précédentes, affichant un taux global de croissance du PIB réel de 5,7% en 2006 contre 5,3% en 2005 et 5,2% en 2004 (figure 1). Vingt-huit pays ont enregistré une amélioration de la croissance en 2006 par rapport à 2005. Un seul pays, le Zimbabwe, a enregistré un taux de

croissance négatif en 2006. Comme les années précédentes, la croissance africaine a été soutenue par une amélioration de la gestion macroéconomique dans de nombreux pays et par une forte demande mondiale des principaux produits d'exportation africains, ce qui s'est traduit par une hausse des prix à l'exportation, en particulier les prix du pétrole brut, des métaux et des minerais.

Figure 1: Taux de croissance du PIB réel en Afrique, 2004-2006 (en pourcentage)



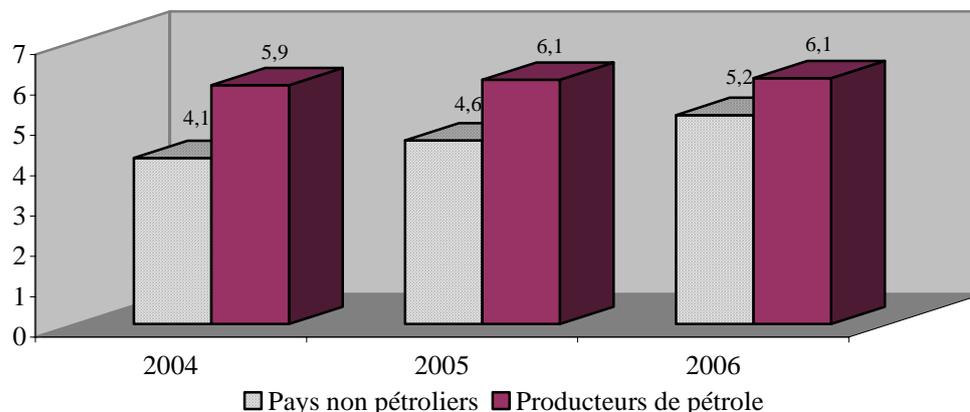
Source: EIU, janvier 2007.

6. L'impact des prix des produits de base sur la croissance a été particulièrement fort pour les pays exportateurs de pétrole. Ces pays, en tant que groupe, ont contribué à hauteur de 57,5% au taux de croissance de 5,7% du continent en 2006, par rapport à 53,4% en 2005. Aussi, la récente hausse des cours du pétrole a-t-elle augmenté le poids des producteurs de pétrole dans la croissance globale du continent, éclipsant les améliorations observées chez les pays non pétroliers où la croissance est passée de 4,6% en 2005 à 5,2% en 2006 (figure 2). La gestion efficace des revenus du pétrole et la diversification de l'économie sont essentielles pour réduire la vulnérabilité aux chocs des cours du pétrole, pour s'assurer que les recettes du pétrole seront largement partagées et pour favoriser une croissance durable.

7. En plus de l'allégement de la dette et de l'augmentation des flux d'aide, l'amélioration de la gestion économique et hausse des prix des produits de base non pétroliers ont plus que compensé l'impact négatif de l'envolée des cours du pétrole sur le PIB réel des pays africains importateurs de pétrole. En moyenne, ces pays ont maintenu des taux de croissance positifs et progressifs sur la période 2004-2006. L'impact de la hausse des cours du pétrole sur la croissance a été particulièrement modéré dans les économies dépourvues de pétrole et de ressources minérales, qui ont vu leur taux de croissance s'améliorer, passant de 4,1% en 2005 à 5,8% en 2006 (figure 3), grâce à l'allégement de la dette et à l'augmentation des flux d'aide, ainsi qu'à l'amélioration des résultats agricoles et à la hausse des prix des produits agricoles. Dans les pays non pétroliers mais dotés de ressources minérales, le taux de croissance est resté quasiment inchangé en 2006 par rapport à 2005, les gains tirés de la hausse des prix des minéraux ayant été atténués par les effets de l'augmentation des cours du pétrole¹.

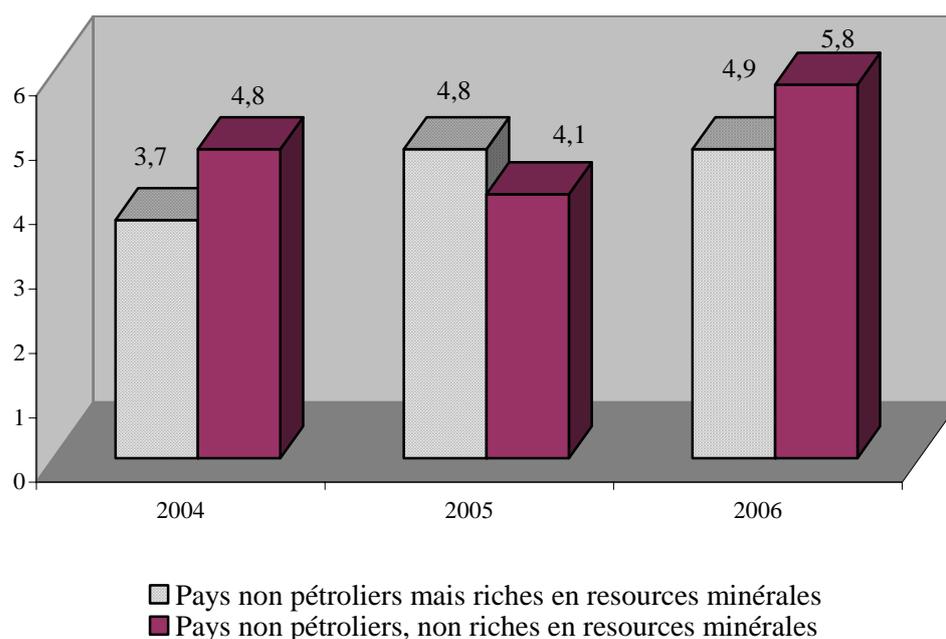
¹ Les pays africains importateurs de pétrole doivent réduire leur dépendance à l'égard du pétrole en ayant recours à d'autres sources d'énergie, notamment l'énergie hydroélectrique, et en adoptant des stratégies pour rationaliser l'utilisation du pétrole et améliorer le rendement de leurs systèmes énergétiques. Cela est important non seulement à cause des cours élevés du pétrole, mais aussi à cause de l'intensité énergétique relativement élevée du PIB dans ces pays (ESMAP, 2005).

Figure 2: Croissance du PIB réel dans les économies pétrolières africaines par rapport aux économies non pétrolières, 2004-2006 (en pourcentage)



Source: EIU, janvier 2007.

Figure 3: Croissance dans les pays riches en ressources minérales par rapport aux pays dépourvus de pétrole et de ressources minérales (en pourcentage)



Source: EIU, janvier 2007.

Les pays africains importateurs de pétrole sont affectés par les cours élevés du pétrole

8. L'impact négatif de la hausse des prix du pétrole sera particulièrement lourd pour les pays importateurs de pétrole si elle se poursuit sur le moyen terme (voir encadré 1). Pour réduire au minimum les effets de la hausse des cours du pétrole sur l'inflation et sur la stabilité macroéconomique en général, les gouvernements africains devront adopter des politiques prudentes, en évitant tout particulièrement une monétisation des déficits. Parallèlement, la communauté internationale des donateurs et les institutions financières internationales devront apporter un soutien particulier aux pays africains à faible revenu et importateurs de pétrole, afin

d'atténuer l'impact de la hausse des cours du pétrole. En particulier, l'allègement de la dette et la fourniture de ressources extérieures supplémentaires non génératrices d'endettement pour le financement des déficits budgétaires sont absolument indispensables pour aider les pays importateurs de pétrole à maintenir une bonne croissance économique et à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Encadré 1: La hausse soutenue des cours du pétrole ralentira la croissance et entravera la réalisation des OMD dans les pays africains à faible revenu importateurs de pétrole

Les pays africains importateurs de pétrole sont caractérisés par une forte part du pétrole dans les sources primaires d'énergie et par une demande inélastique de pétrole. Les cours élevés du pétrole accroissent les coûts de production, ce qui entraîne des rendements plus bas et des contraintes financières plus lourdes. Les gouvernements sont tenus de réduire leurs dépenses en infrastructures et en services sociaux afin de payer les factures de pétrole plus élevées. De plus, les cours à la hausse du pétrole alimentent l'inflation, creusent les déficits budgétaires et ont des effets néfastes sur la situation de la balance des paiements et sur les termes de l'échange. Cela dégrade directement et indirectement (à travers une incertitude accentuée) les résultats économiques.

Bien que, lors de ces dernières années, les pays africains importateurs de pétrole aient enregistré une croissance générale du PIB positive, ils font l'expérience de déséquilibres internes et externes de plus en plus importants. La forte demande en produits de base, la bonne gestion macroéconomique, l'amélioration des résultats agricoles, et de la gouvernance politique dans plusieurs pays, l'accroissement des flux d'aide et l'annulation de la dette sont des facteurs clés qui ont aidé ces pays à conserver l'élan général de croissance. Cependant, à cause de la récente hausse des cours du pétrole, la part des importations d'énergie dans les importations de marchandises des pays africains importateurs de pétrole a sensiblement augmenté, conduisant à une aggravation notable du déficit courant. De plus, les pays importateurs de pétrole font face à des détériorations considérables des termes de l'échange sur de longues périodes.

Les déficits budgétaires croissants et la pression inflationniste dans les pays africains importateurs de pétrole affecteront les pauvres de façon disproportionnée, à cause des perspectives d'emploi qui sont en baisse et du défaut de sécurité sociale. Les contraintes budgétaires peuvent aussi amener les gouvernements à faire payer les services sociaux aux utilisateurs et à augmenter les prix des services publics tels que l'électricité et l'eau.

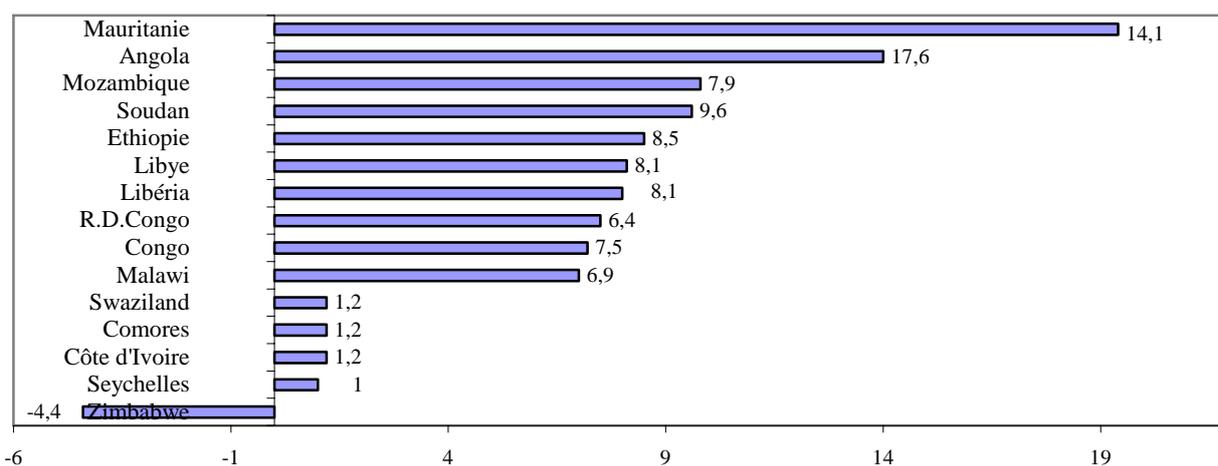
Le défi fondamental pour les pays africains importateurs de pétrole est de réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole en mettant en valeur les sources d'énergie de remplacement. Il est particulièrement important pour ces gouvernements de renforcer les politiques de croissance, y compris les stratégies industrielles qui encouragent la diversification de la production et des exportations. La communauté internationale des donateurs et les institutions financières internationales devraient fournir un appui spécial aux pays africains importateurs de pétrole afin de mitiger l'impact des cours élevés du pétrole brut. En particulier, l'annulation de la dette et l'accroissement de financements externes non générateurs de dette sont cruciaux pour aider ces pays à pérenniser leur croissance économique et à réaliser plus rapidement les OMD.

1. Une croissance inégale avec une stagnation au bas de l'échelle

9. La forte croissance des pays pris dans leur ensemble cache de larges disparités sur le continent. Seuls trois pays (Angola, Soudan et Mozambique) figurant parmi les 10 meilleurs en 2006 étaient déjà dans les 10 meilleurs en termes de taux de croissance moyens annuels pendant la période 1998-2005 (CEA, 2006a). La moitié des 10 meilleurs sont des producteurs de pétrole (Angola, Soudan, Mauritanie, Libye et République du Congo). Parmi les autres cinq meilleurs, deux sont des pays riches en ressources minérales (République démocratique du Congo et Mozambique) et un (Libéria) est un pays sortant d'un conflit (voir figure 4). Les hausses des cours du pétrole et des minerais ont été les principaux moteurs pour les pays ayant enregistré les meilleurs résultats.

10. Cinq pays (Comores, Côte d'Ivoire, Seychelles, Swaziland et Zimbabwe) ont enregistré les taux de croissance les plus bas pendant la période 1998-2006. Au Swaziland, la croissance a baissé ces cinq dernières années à cause d'une concurrence accrue et d'une baisse des prix sur les marchés d'exportation du textile, ainsi que d'une chute des cours du sucre sur le marché de l'Union européenne. Fortement tributaires de l'agriculture, les Comores ont continué d'enregistrer une faible croissance, en raison d'une baisse des recettes des exportations de vanille et d'un déclin du secteur touristique, alors que les conflits politiques et l'insécurité continuent de dissuader les investisseurs et de compromettre les résultats économiques en Côte d'Ivoire. Au Zimbabwe, l'économie a continué de s'effriter au cours des huit dernières années, en raison principalement des difficultés politiques aggravées par des sécheresses récurrentes. Les problèmes de change et l'augmentation récente des cours du pétrole ont eu une incidence négative sur les investissements et l'utilisation des capacités aux Seychelles, entraînant également une stagnation quasi totale de l'économie au cours des huit dernières années.

Figure 4: Les 10 pays ayant enregistré les meilleurs résultats et les cinq ayant réalisé les plus mauvaises performances en Afrique en 2006 (croissance annuelle en pourcentage)



Source: EIU, janvier 2007.

2. Les résultats varient sensiblement d'un sous-région à l'autre

11. En matière de croissance, les résultats sont sensiblement différents dans les cinq sous-régions². L'Afrique du Nord a connu la plus forte accélération de la hausse du PIB, dont le taux

² Les taux régionaux sont des moyennes pondérées sur la base des PIB des pays membres.

de croissance est passé de 5,2% en 2005 à 6,6% en 2006, suivie de l'Afrique australe dont le taux de croissance du PIB est passé de 5,6 à 5,9%. L'Afrique de l'Ouest a connu un recul notable de la croissance, ramenée de 5,4% en 2005 à 4,2% en 2006. Une forte dépendance vis-à-vis des produits primaires reste une caractéristique commune de la production, des exportations et de la croissance dans toutes les sous-régions. Cette situation expose le continent aux chocs extérieurs et fait de la diversification économique une priorité absolue dans les politiques de croissance sur le continent.

12. En Afrique du Nord, la hausse notable de la croissance a été principalement le fait des cours élevés du pétrole, notamment pour l'Algérie, la Libye, le Soudan et la Mauritanie. Cette dernière a enregistré le plus fort taux de croissance du PIB (qui est passé de 5,4% en 2005 à 19,4% en 2006), grâce au démarrage de l'exploitation commerciale du pétrole brut en 2006. De même, une croissance soutenue dans les secteurs secondaire et tertiaire (en particulier le tourisme) a continué de favoriser de bons résultats économiques en Afrique du Nord. Une bonne gestion des revenus du pétrole est nécessaire pour que la sous-région maintienne cette dynamique de croissance.

13. Le taux de croissance en Afrique australe a augmenté en 2006 principalement à cause de la reprise économique au Malawi et au Lesotho, ainsi que du maintien des bons résultats économiques dans la plupart des autres pays de la sous-région. Suite à l'augmentation des dépenses publiques et à la hausse des flux d'investissement étranger direct, l'Afrique du Sud a enregistré en 2006 le même taux de croissance qu'en 2005. Malgré le ralentissement de la production pétrolière, l'Angola a enregistré le taux de croissance le plus élevé en Afrique australe (17,6%), suivi du Mozambique (7,9%), du Malawi (6,9%) et de la Zambie (6%). Le Zimbabwe, bien que toujours dans le rouge (-4,4% en 2006 par rapport à -7,1% en 2005), et le Malawi ont enregistré les améliorations les plus importantes de la croissance, en raison de conditions météorologiques favorables et de la bonne tenue des marchés des produits de base, quoique la reprise après la sécheresse de 2005 soit toujours incomplète. À Maurice, la croissance s'est sensiblement améliorée malgré la forte concurrence de l'Asie sur le marché du textile, et ce grâce à l'accroissement des investissements et à la croissance notable du secteur des services. Au Lesotho, la croissance a repris en 2006 à la suite d'un accroissement des investissements dans le secteur manufacturier et les industries extractives, ce qui est traduit par une hausse des exportations de textile et de diamants. Le Swaziland a continué d'enregistrer un taux de croissance assez bas (1,2%) à cause de la sécheresse et du déclin de l'industrie textile.

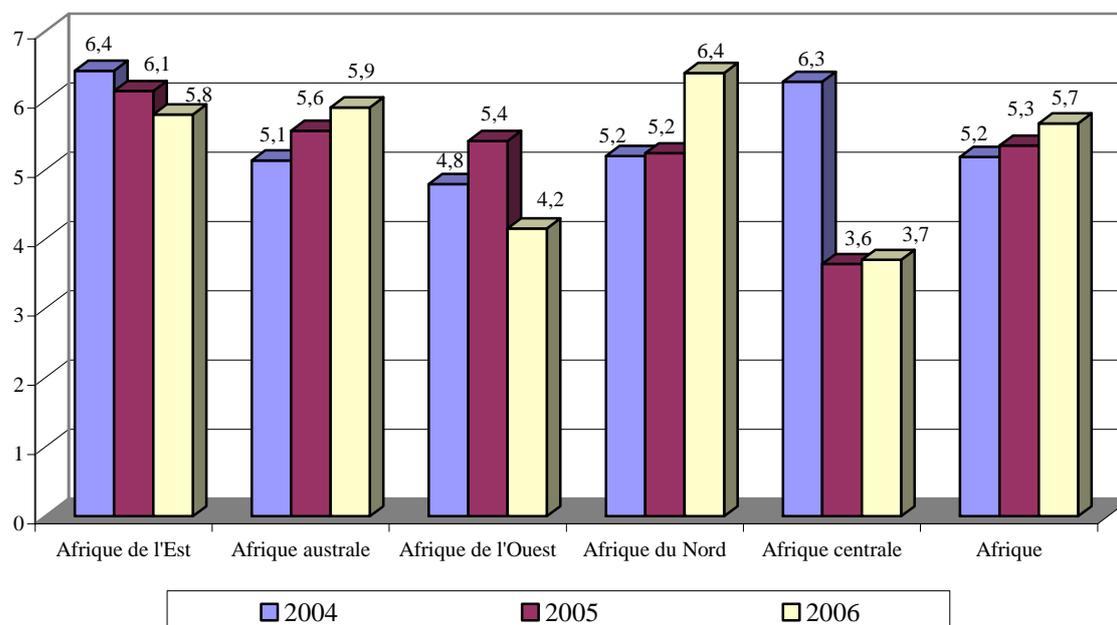
14. La croissance en Afrique centrale a été soutenue par les cours élevés du pétrole. Malgré une augmentation soutenue du cours du pétrole, le Tchad et la Guinée équatoriale ont connu la plus forte baisse de croissance du PIB en 2006, suivis de la République du Congo, en raison d'un ralentissement de la production de pétrole brut. Au Tchad, la production de pétrole a baissé en 2006 à cause de problèmes techniques. Le Cameroun, la République centrafricaine et Sao Tomé-et-Principe ont été les seuls pays de la sous-région dont les taux de croissance en 2006 ont été supérieurs à ceux de 2005, grâce à une hausse des prix de produits agricoles comme le café et le cacao.

15. En Afrique de l'Est, les conditions météorologiques ainsi que les prix des produits d'exportation sont restés largement favorables, malgré une sécheresse ponctuelle dans la Corne de l'Afrique. L'Afrique de l'Est avait obtenu les meilleurs résultats en 2004 et 2005 mais a connu un léger déclin de la croissance du PIB en 2006. Les cours élevés du pétrole sont le principal facteur qui a empêché la sous-région d'enregistrer un taux de croissance plus fort, tous les pays d'Afrique de l'Est étant importateurs de pétrole. Les résultats économiques sont restés bons en Éthiopie (8,5%), au Kenya (5,5%), en Tanzanie (5,8%) et en Ouganda (5,0%) grâce aux

cours élevés des produits de base, en particulier du thé et du café. La République démocratique du Congo (RDC), le Burundi et le Rwanda ont enregistré des taux de croissance plus élevés en 2006 (7,0%, 5,8% et 4,2%, respectivement), en raison d'une forte croissance des secteurs du bâtiment, du commerce et des produits manufacturés, profitant du rétablissement progressif de la paix dans la région. Le secteur minier a également contribué de façon significative à la croissance en RDC. Les résultats économiques restent mauvais aux Comores (2,2%), en raison d'une baisse des revenus provenant des exportations de vanille et d'un recul du secteur touristique. L'Érythrée a également enregistré un taux de croissance faible (2,0%), en raison du manque d'investissements et d'autres effets négatifs des conflits frontaliers. Les Seychelles ont enregistré une amélioration notable de la performance de leur économie (le taux de croissance passant de -1,5% en 2005 à 1,0% en 2006), s'expliquant par une récupération progressive après les effets négatifs du tsunami de 2005 et le déclin du secteur touristique et des exportations de thon au cours des deux années précédentes.

16. L'Afrique de l'Ouest a enregistré la plus grande baisse du taux de croissance en 2006 à cause du ralentissement de la croissance au Nigéria (de 6,0% en 2005 à 4,2% en 2006) en raison des troubles sociaux dans le delta du Niger. La croissance est demeurée faible en Côte d'Ivoire (1,2%) en raison de l'instabilité politique qui a perturbé l'agriculture et l'industrie. Parmi les économies non pétrolières, la croissance au Sénégal (4,0%), bien que toujours forte, s'est ralentie en raison des mauvais résultats du secteur industriel, conséquence des cours élevés du pétrole et du non-renouvellement de l'accord sur les exportations de poissons à destination de l'Union européenne³. Le Libéria a maintenu la forte croissance qui a suivi la fin du conflit. En Gambie, le taux de croissance a atteint 5,5% en 2006 contre 5,0% en 2005, grâce à d'abondantes précipitations et à une augmentation de l'activité touristique. La croissance dans les autres pays de la sous-région a été semblable à celle de 2005.

Figure 5: Croissance au niveau sous-régional en 2004-2006 (en pourcentage)



Source: EIU, janvier 2007.

³ Le non-renouvellement de l'accord d'exportation de poissons sénégalais conclu avec l'Union européenne, en vigueur de juillet 2002 à juin 2006, a limité les exportations et occasionné un manque à gagner de 20,2 millions de dollars É.-U. pour le Sénégal (EIU, 2006).

C. LA VIABILITÉ DES ÉQUILIBRES MACROÉCONOMIQUES RESTE PRÉOCCUPANTE À MOYEN TERME

1. Le pétrole en tant que facteur déterminant de l'amélioration du solde budgétaire

17. Dans l'ensemble, l'Afrique a continué de se maintenir dans une situation budgétaire positive, le déficit budgétaire moyen (à l'exclusion des subventions) étant de 0,1% du PIB en 2006 contre 0,4% en 2005 (tableau 1). Pour les 40 pays pour lesquels on dispose de données comparables, on a constaté une légère augmentation du nombre des pays connaissant un déficit budgétaire en 2006 par rapport à 2005 (le nombre passe de 27 à 30) à cause de la hausse des cours du pétrole, qui a entraîné une augmentation des dépenses publiques dans les pays importateurs de pétrole. Une augmentation significative des investissements dans le secteur public a entraîné des déficits budgétaires importants dans certains pays exportateurs de pétrole – Angola (-5,0%), Tchad (-4,4%), Égypte (-7,9%) et Tunisie (-3,8%).

18. À l'exception de Sao Tomé-et-Principe, tous les pays qui ont enregistré un excédent budgétaire en 2006 étaient des exportateurs de pétrole (Algérie, Cameroun, Guinée équatoriale, Gabon, Libye, République du Congo et Soudan). Le pétrole continue donc d'être le principal facteur d'une situation budgétaire positive pour l'Afrique dans son ensemble, d'où les craintes quant à la durabilité de l'équilibre budgétaire à moyen terme pour de nouveaux pays importateurs de pétrole.

19. L'aide publique au développement (APD) constitue une source importante d'appui budgétaire pour de nombreuses économies non pétrolières. La dépendance des budgets des États vis-à-vis des recettes pétrolières et de l'aide extérieure constitue une source de vulnérabilité pour les équilibres budgétaires et la croissance du PIB. Pour les pays producteurs de pétrole, la viabilité budgétaire exigera des stratégies efficaces de gestion prudentielle des recettes pétrolières ainsi que des mesures visant à utiliser ces recettes pour accroître la diversification économique. Les pays non pétroliers doivent concevoir des mécanismes permettant d'améliorer la mobilisation et la gestion des revenus provenant de sources internes.

Tableau 1 : Répartition des déficits budgétaires en Afrique, 2004-2006 (nombre de pays)

	2004		2005		2006	
	Producteurs de pétrole	Non producteurs de pétrole	Producteurs de pétrole	Non producteurs de pétrole	Producteurs de pétrole	Non producteurs de pétrole
Pays enregistrant un excédent	6	3	7	6	7	3
Moins de 5%	2	2	1	4	2	3
De 5 à 10%	2	1	3	1	0	0
Plus de 10%	2	0	3	1	5	0
Pays enregistrant un déficit	7	24	6	27	6	24
Moins de 5%	5	18	5	15	5	13
5 à 10%	2	5	1	6	0	9
Plus de 10%	0	1	0	0	1	2
Nombre total de pays	13	27	13	33	13	27

Source: EIU, octobre 2006.

2. Les pressions exercées par les cours du pétrole menacent la stabilité des prix

20. Pour la deuxième année consécutive, l'inflation moyenne (prix à la consommation) a augmenté en Afrique (passant de 8,5% en 2005 à 9,9% en 2006). Les pressions inflationnistes sont dues principalement à la hausse des cours du pétrole, ainsi qu'à l'augmentation des coûts de production et à la baisse des rendements qui ont suivi. Dans la plupart des pays, le prix des denrées alimentaires a augmenté de façon significative en raison de la hausse du coût des transports. Si l'inflation est restée contenue à un bas niveau dans la plupart des 52 pays pour lesquels on dispose de données, le risque d'une hausse de l'inflation reste préoccupant au cas où les prix du pétrole demeureraient élevés.

21. Malgré l'augmentation du taux moyen de l'inflation, la situation s'est améliorée en 2006 par rapport à 2005, avec davantage de pays enregistrant des taux d'inflation inférieurs à 5% et moins de pays ayant un taux d'inflation à deux chiffres (tableau 2). Toutefois, quelques pays ont connu une augmentation spectaculaire de l'inflation. Au Zimbabwe, l'inflation a atteint 1 216% en 2006, contre 237,8% en 2005, en raison d'un financement inflationniste du déficit budgétaire et d'une pénurie de produits alimentaires, en particulier de maïs. En Guinée, le pays ayant le deuxième plus fort taux d'inflation en Afrique, ce taux est resté élevé (27% en 2006 par rapport à 31,4% en 2005) en raison de l'impact de la hausse des cours du pétrole et de l'inflation importée résultant d'une augmentation des importations de biens de consommation.

Tableau 2 : Répartition des taux d'inflation en Afrique, 2004-2006 (nombre de pays)

Fourchette	2004	2005	2006
Moins de 5%	30	21	25
Entre 5 et 10% (10% exclus)	6	14	15
Entre 10 et 20% (20% exclus)	13	13	10
20% et plus	3	4	2
Nombre total de pays	52	52	52

Source: FMI, 2006a.

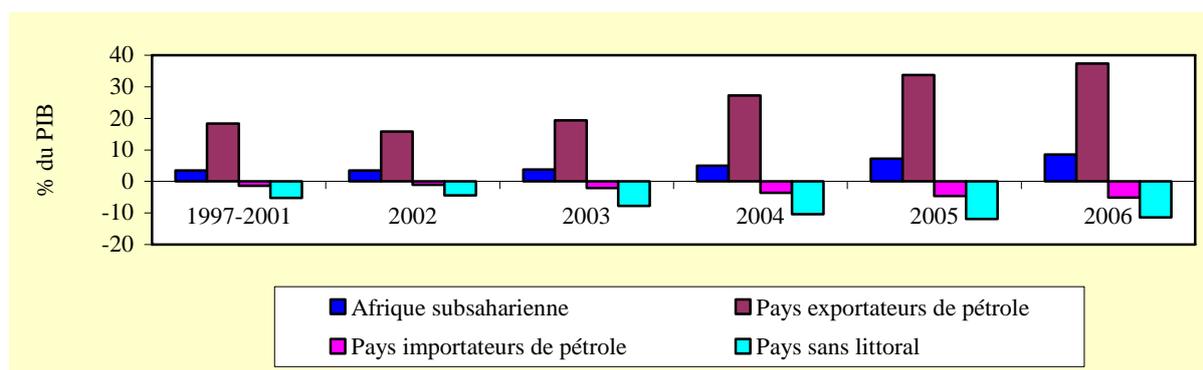
D. LES SOLDES EXTÉRIEURS SONT ÉGALEMENT INFLUENCÉS PAR LE SECTEUR DES RESSOURCES

1. Évolution de la balance des paiements

22. Pour la troisième année consécutive, l'Afrique a enregistré un excédent de la balance des opérations courantes (qui passe de 2,3% du PIB en 2005 à 3,6% en 2006 – soit de 18,4 milliards de dollars É.-U. à 33,1 milliards de dollars É.-U.) avec une tendance à la hausse, grâce à une augmentation des recettes d'exportation, en particulier du pétrole. En moyenne, la balance des paiements de l'Afrique reflète largement l'évolution dans les pays riches en ressources minérales. À l'exception du Soudan, la balance des comptes courants a été excédentaire pour tous les pays exportateurs de pétrole, alors que seules deux économies non pétrolières (le Maroc et la Namibie) ont enregistré un excédent de la balance des opérations courantes. La Namibie est un pays riche en ressources minérales tandis que le Maroc, dont le secteur d'exportation est plus diversifié, est aussi doté d'importantes ressources minérales. Les envois de fonds des travailleurs et les recettes du tourisme expliquent également en grande partie les surplus des comptes courants au Maroc depuis quelques années (Banque Al-Maghrib, 2005). Dix-huit des 39 économies non pétrolières pour lesquelles il existe des données fiables ont connu une détérioration du compte courant en 2006, alors qu'il n'y avait que 11 économies dans cette situation en 2005.

23. Les pays exportateurs de pétrole ont enregistré un excédent commercial alors que chez les importateurs de pétrole le déficit commercial s'est creusé (figure 6). L'excédent commercial des exportateurs de pétrole, en tant que groupe, a plus que doublé entre 2002 et 2006 (passant de 16% à 37% du PIB) alors que les importateurs de pétrole, en tant que groupe, ont vu leur déficit commercial s'aggraver (de -4% à -11% du PIB) pendant la même période. Cette détérioration du déficit commercial est encore plus marquée dans les pays sans littoral. La hausse continue des cours du pétrole soulève de sérieuses craintes quant à la viabilité des comptes courants chez les importateurs de pétrole et aux effets connexes sur la performance économique et la stabilité macroéconomique.

Figure 6: Balance commerciale en Afrique par catégorie (en pourcentage du PIB), 1997-2006



Source: FMI, 2006b.

2. Taux de change et impact de la forte augmentation des prix des produits de base

24. En 2006, 35 devises africaines se sont appréciées par rapport au dollar des É.-U., bien que le taux d'appréciation soit resté modéré (moins de 5%). Le kwacha zambien a continué d'enregistrer le plus fort taux d'appréciation (23%) pour la deuxième année consécutive, du fait de la hausse des cours du cuivre et d'un regain de confiance chez les investisseurs, en particulier depuis que le pays est devenu éligible pour l'allègement de la dette (CEA, 2006b). Des apports importants de capitaux à des fins spéculatives, visant les titres d'État, ont également tenu un rôle majeur dans l'appréciation du kwacha zambien.

25. L'appréciation des taux de change a été également importante pour le dinar soudanais (12,5%) et pour le kwanza angolais (8,5%), en raison d'une augmentation des recettes d'exportation du pétrole et des flux d'investissement étranger direct. Par ailleurs, le dollar zimbabwéen a connu la plus forte dépréciation (87%), suivi par le kwacha malawien (13%). Le Zimbabwe et le Malawi ont enregistré une baisse des exportations et une augmentation des importations de denrées alimentaires, dues à la lenteur de la reprise après la sécheresse de 2005, pendant que la Guinée faisait face à un quasi-épuisement de ses réserves de devises.

26. De nombreux pays africains ont accumulé des réserves considérables de devises ces dernières années pour se protéger des chocs extérieurs. Toutefois, l'accumulation de réserves excessives de devises bloque des ressources qui pourraient servir à stimuler l'activité économique intérieure. Il serait préférable d'adopter une stratégie globale de réglementation prudentielle et de contrôle des capitaux, susceptible de minimiser les risques de change tout en permettant aux pays de tirer parti de l'augmentation des recettes à l'exportation et des apports d'investissement étranger direct. Le type de contrôles à mettre en place devrait être propre à

chaque pays (Pollin et al., 2006). Les interventions devraient reposer sur un ensemble d'indicateurs d'alerte précoce permettant de contrôler les fluctuations des devises, les taux de change, la structure de la dette extérieure et d'autres indicateurs de risque financier. Le but final est de permettre aux pays africains d'utiliser ces ressources pour accroître les investissements publics et privés afin d'accélérer la croissance.

3. La dette extérieure reste élevée et les flux de capitaux privés demeurent insuffisants

27. L'espoir que la dette extérieure de l'Afrique serait sensiblement réduite dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et que les réformes économiques stimuleraient l'afflux de capitaux privés a été très long à se concrétiser. Le total de la dette extérieure de l'Afrique était de 244 milliards de dollars É.-U. en 2006 contre 289 milliards de dollars É.-U. en 2005 (FMI, 2006). Bien que l'encours ait diminué considérablement par rapport au PIB (ramené de 35,9% en 2005 à 26,2% en 2006), les obligations au titre du service de la dette sont restées pratiquement inchangées (4,2% du PIB en 2005 et 4,1% en 2006) en raison des taux d'intérêt élevés. Le fardeau de la dette pèse gravement sur les dépenses d'investissements publics et retarde, en fin de compte, la croissance et la création d'emplois.

28. Le continent a bénéficié d'importants flux de financement extérieur au titre de l'aide publique au développement (y compris l'allègement de la dette), qui devraient dynamiser la croissance économique au cours des prochaines années. L'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) annoncée au Sommet du G-8 qui s'est tenu à Gleneagles en 2005 a accordé à 13 pays de l'Afrique subsaharienne un allègement dont ils avaient grandement besoin. Toutefois, il est évident que les mesures de réduction de la dette ne sont pas suffisantes et qu'un financement extérieur supplémentaire sera nécessaire, compte tenu du fait que le taux d'épargne intérieure brute (19,7% du PIB) en 1998-2006 est moins élevé que pendant la période précédant les réformes, 1974-1985 (25,4% du PIB) (tableau 3). Qui plus est, le taux d'investissement intérieur brut (25,4%) en 1998-2006 est resté bien en-deçà du niveau considéré nécessaire (34,2% du PIB) pour que l'Afrique puisse réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 (CEA 1999). L'insuffisance et la mauvaise qualité des investissements contribuent à l'incapacité de la plupart des pays africains à réaliser et à maintenir des taux de croissance élevés sur le moyen terme (Berthelemy et Soderling, 2001).

Tableau 3: Flux extérieurs, épargne intérieure et investissements pendant la période 1998-2006

Indicateurs	Économies pétrolières	Économies non pétrolières	Afrique	Source
Aide publique au développement (moyenne annuelle, en milliards de dollars É.-U.)	4,5	14,4	18,9	Indicateurs du développement dans le monde (WDI) 2006
Investissement étranger direct (en milliard de dollars É.-U.)	7,3	5,9	14,0	CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2006
Transferts de fonds (en milliards de dollars É.-U.)	7,6	5,2	12,8	WDI 2006
Autres flux privés			-6,1	Base de données sur les perspectives économiques mondiales, FMI
Investissements intérieurs bruts (en pourcentage du PIB)	22,1 ^a	18,4 ^b	20,2 ^c	WDI 2006
Épargne intérieure brute (en pourcentage du PIB)	24,2 ^d	15,1 ^e	19,7 ^f	WDI 2006

Notes: Les montants d'investissement étranger direct portent sur la période 1998-2005; les autres flux privés portent sur la période 1998-2006; pour les autres indicateurs, les données concernent la période 1998-2004. En raison de l'indisponibilité de données, les pays ci-après ont été exclus: a) Guinée équatoriale et Libye; b) Djibouti, Lesotho, Libéria et Somalie; c) Djibouti, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye et Somalie; d) Guinée équatoriale et Libye; e) Djibouti, Libéria et Somalie; f) Djibouti, Guinée équatoriale, Libéria, Libye et Somalie.

WDI: Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale).

E. DÉVELOPPEMENT SOCIAL

29. La présente section de l'étude évalue les progrès récents en matière de développement social en Afrique et ce, dans le contexte des améliorations récentes et durables des résultats économiques dans un grand nombre de pays de la région. Elle s'intéresse particulièrement aux indicateurs de développement social non liés aux OMD car ces derniers font l'objet d'un autre document soumis à la Conférence. L'idée-force du présent rapport est que les améliorations du développement social sont nettement moins rapides que celles des résultats économiques. La croissance économique ne s'est pas encore traduite par une amélioration de développement social. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que les indicateurs sociaux évoluent très lentement, mais aussi par la pénurie de données relatives aux indicateurs du développement humain dans la région.

30. Les pays africains enregistrent des progrès en ce qui concerne la réduction ou le ralentissement de la propagation de la pandémie de VIH/sida et l'accès aux traitements s'améliore pour les porteurs du virus. Le taux de prévalence demeure toutefois élevé par rapport à d'autres régions du monde. Cela montre aussi que l'exclusion sociale s'aggrave en Afrique et que l'augmentation du taux de criminalité, en particulier dans certaines des économies majeures comme l'Afrique du Sud et le Kenya, est une conséquence directe de cette situation. De façon générale, les pays ont multiplié les interventions en faveur de l'amélioration des indicateurs du développement social dans tout le continent. Plusieurs d'entre eux ont fait preuve de leur détermination à cet égard, en créant des ministères chargés exclusivement du développement social.

1. Exclusion sociale

31. La croissance économique enregistrée récemment en Afrique n'a pas été largement répartie. Une proportion significative de la population des pays africains n'a pas bénéficié de l'accroissement des taux de croissance, provoquant aliénation et exclusion. Bien que nous n'ayons pas de données sur la portée de l'exclusion en Afrique, nous pouvons utiliser les chômeurs comme groupe représentatif.

32. L'exclusion couvre trois grandes dimensions : économique, sociale et politique. La dimension économique est un produit direct de la pauvreté et les exclus se retrouvent totalement éliminés du marché du travail et privés d'un revenu régulier. En outre, leur accès à des avoirs tels que la terre et le crédit est très limité. La dimension sociale de l'exclusion limite encore l'accès à l'infrastructure, à des services tels que l'éducation et la santé, à la sécurité sociale, ainsi qu'au soutien communautaire et familial. L'exclusion politique fait que certaines catégories de la population, comme les femmes, les minorités ethniques et religieuses ou les migrants, ne peuvent se faire entendre et ne participent donc pas au processus de prise de décision, ce qui fait que les pauvres n'ont aucune possibilité de changer le cours des choses.

33. La pauvreté est l'un des facteurs qui contribuent à l'exclusion, mais elle ne l'entraîne pas systématiquement. D'autres facteurs comme la pandémie du VIH/sida, la mondialisation, la sécheresse ou les conflits dans un certain nombre de pays africains y contribuent également.

2. Les progrès relatifs à l'égalité des sexes restent lents

34. Le Programme d'action de Beijing a appelé l'attention internationale sur la féminisation de la pauvreté et a souligné que l'élimination de la pauvreté ne pouvait se faire sans une participation démocratique et des modifications des structures économiques afin de garantir l'accès de toutes les femmes aux ressources, aux débouchés et aux services publics. Le Programme d'action préconise l'adoption de politiques macroéconomiques et de stratégies de développement qui correspondent aux besoins et aux efforts des femmes, ainsi que la révision des lois et des pratiques afin de garantir l'égalité des droits et l'accès des femmes aux ressources économiques. Toutefois, 12 ans plus tard, la pauvreté touche encore les femmes de façon disproportionnée dans la majorité des pays africains.

35. L'Indicateur du développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) de la CEA permet de constater des différences majeures de revenus et des disparités dans l'accès aux moyens de production comme la terre et le crédit le contrôle de ceux-ci⁴. L'indice moyen de parité entre les sexes pour les trois indicateurs utilisés pour évaluer les inégalités dans l'accès aux ressources (propriété de parcelles dans les zones rurales ou urbaines, de maisons ou de terre, accès au crédit et possibilité de gérer son propre revenu) montre que l'accès des femmes aux ressources est inférieur de moitié à celui des hommes. L'indicateur montre encore que les femmes continuent à faire face à une plus grosse charge de travail à la maison et dans l'économie des soins, ce qui limite encore leur capacité à participer pleinement au développement et à en tirer parti.

36. En plus du Programme d'action de Beijing, les pays africains ont renforcé leur engagement envers la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à

⁴ L'IDISA est un indice composite mis au point par la CEA pour mesurer les inégalités entre les sexes aux plans social, économique et politique.

l'égard des femmes. À ce jour, 51 des 53 pays du continent ont ratifié la Convention. Toutefois, en juin 2006, seuls 12 pays africains avaient ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention, qui comprend un mécanisme pour signaler les violations commises par les États. En outre, les mesures prises par le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en réponse aux préoccupations soulevées n'ont pas force contraignante.

37. Dans le cadre des études de terrain sur l'IDISA menées dans 12 pays, la ratification et la mise en œuvre effective de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes par les États membres ont été jugées selon différents indicateurs qualitatifs, notamment: la ratification, l'engagement concret, les objectifs, le budget et les ressources humaines. Les études ont révélé que les 12 pays étudiés avaient tous mis en place des initiatives visant à intégrer la parité dans tous les secteurs de développement. Deux pays avaient même mis en place des objectifs quantifiables pour évaluer les progrès accomplis. Cela donne un tableau encourageant et montre que l'Afrique s'efforce de parvenir à l'égalité entre les sexes. Toutefois, une application réelle des dispositions relatives aux droits humains des femmes exige des ressources appropriées. Les ressources nationales affectées à la mise en œuvre de la Convention sont encore trop limitées.

38. L'accès des femmes à la terre est encore médiocre. Alors qu'environ 70% de tous les Africains dépendent de l'agriculture pour survivre, la chute de la productivité agricole exacerbe les niveaux de la pauvreté et de la sécurité alimentaire. L'un des principaux obstacles à l'amélioration de la productivité est lié au régime foncier et à l'exclusion de certains groupes et catégories de personnes. L'accès à la terre dans la plupart des zones rurales de l'Afrique étant encore déterminé par des régimes fonciers autochtones ou communaux, le droit des femmes à avoir accès à la terre en toute égalité est trop souvent négligé.

3. Migrations et développement

39. La communauté internationale considère désormais les migrations comme un sujet de débat important. En 2006, l'ONU a tenu un dialogue de haut niveau sur les migrations et le développement pour examiner les difficultés et les opportunités en ce qui concerne les migrations internationales.

40. Les flux migratoires à l'intérieur de l'Afrique et en provenance de cette dernière sont de types très variés, modulés par des stratégies visant à tenir compte de facteurs tels que des problèmes économiques et écologiques, des disparités intrarégionales en matière de bien-être économique, l'instabilité politique et des politiques migratoires restrictives. Les migrations internationales africaines couvrent une vaste gamme de mouvements transfrontières, volontaires ou forcés, à l'intérieur du continent, ainsi que des migrations régulières et irrégulières vers des destinations situées hors du continent. Les flux migratoires à l'intérieur de l'Afrique sont bien plus importants que ceux vers d'autres continents et les migrations forcées ont un rôle significatif à cet égard. À la fin 2005, les pays africains, qui ont déjà du mal à pourvoir aux besoins de leur propre population, abritaient environ un tiers (3 millions) du nombre total de réfugiés dans le monde.

41. Les conflits ont effectivement entraîné une augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et de réfugiés en Afrique (tableau 4). Les personnes déplacées et les réfugiés, en particulier les femmes et les enfants, sont victimes de nombreuses formes d'exclusion sociale. Ils sont aussi plus souvent laissés en marge de l'éducation et des services de santé, ce qui est encore aggravé par leur statut juridique imprécis.

Tableau 4 : Nombre de personnes déplacées et de réfugiés dans certains pays africains en 2005

Pays	Personnes déplacées (en milliers)	Réfugiés par pays d'origine (en milliers)
Soudan	5 355	693
Ouganda	1 740	38
Zimbabwe	570	11
Kenya	382	5
Érythrée	64	144
Côte d'Ivoire	800	18
RDC	1 664	431
Burundi	117	439
Angola	82	216

Source : PNUD, 2006.

42. Les migrations internationales se ressentent de nombreuses façons sur le développement en Afrique. Les États africains qui connaissent déjà de sérieuses contraintes en matière de ressources humaines souffrent gravement de l'exode des compétences ou « fuite des cerveaux ». S'agissant du secteur de la santé, pour lequel la demande est croissante dans les pays africains à cause du VIH/sida et d'autres maladies, plusieurs pays subissent un appauvrissement de leur force de travail. Par exemple, 926 médecins ghanéens exercent dans des pays de l'OCDE, ce qui équivaut à 29% des médecins encore en exercice au Ghana (ONU, 2006).

43. Les migrations présentent toutefois également des avantages : les envois de fonds des membres de la diaspora servent à réduire la pauvreté et à accélérer le développement économique. En 2004, les envois de fonds vers l'Afrique se sont élevés à 14 milliards de dollars, l'Égypte, le Maroc et le Nigéria étant les principaux destinataires. Les migrants envoient également à leur pays d'origine du capital d'investissement et du capital-risque, des compétences et des technologies nouvelles. La plus grande partie des fonds envoyés sont utilisés pour la consommation, les soins de santé et l'éducation, mais une proportion importante est affectée au logement et à l'investissement. La difficulté pour les pays est de concevoir des politiques qui contribuent à réduire les coûts de transaction des envois de fonds.

4. Vieillesse de la population

44. Bien que le pourcentage de la population totale âgée de plus de 60 ans ne soit que de 5,2%, le vieillissement devient un problème de plus en plus manifeste pour la région (ONU, 2007). Dans les décennies à venir, on constatera effectivement l'accroissement rapide du pourcentage de la population âgée de plus de 60 ans. En 2000, ce pourcentage était de 4,6%, mais l'ONU prévoit qu'il passera environ à 8,1% en 2050. Cette augmentation aura des incidences considérables sur les conditions économiques et sociales et sur le bien-être des personnes âgées en Afrique.

45. Même s'il est probable que les personnes âgées d'Afrique seront mieux éduquées que les générations précédentes, rien ne garantit que cette génération aura une vie plus prospère, ni qu'elle sera en meilleure santé. Les principales menaces sont la pauvreté en raison de l'absence de régimes de pension dans de nombreux pays et l'épidémie du VIH/sida à cause de laquelle nombre des personnes âgées sont à nouveau parents. La pauvreté sera une grande menace pour les femmes âgées, en particulier pour celles qui vivent seules, aussi bien dans les zones rurales

que dans les zones urbaines. Enfin, le vieillissement aura probablement des effets considérables sur les dépenses de santé étant donné que les personnes âgées sont généralement de grandes consommatrices de soins.

5. L'emploi et les jeunes

46. Le taux de chômage officiel en Afrique se maintient à 10%. Toutefois, si l'on effectue des comparaisons entre les sous-régions, on voit qu'il est le plus élevé en Afrique australe, à 31,6%, alors qu'il est de 11% en Afrique de l'Est, de 9,4% en Afrique centrale, de 10,4% en Afrique du Nord et de 6,7% en Afrique de l'Ouest (CEA, 2005). Le chômage est particulièrement élevé dans certains groupes défavorisés, notamment les femmes, les jeunes, les handicapés, les porteurs du VIH/sida, les migrants transfrontières et les personnes âgées (CEA, 2006b). Par exemple, le taux de chômage national en Afrique du Sud était de 26,7% en 2005, et le taux de chômage des Noirs était le plus élevé à 31,5% contre 22,4% pour les métis, 15,8 % pour les Indiens et les Asiatiques et 5,1% pour les Blancs. En outre, les jeunes Africains ont beaucoup de mal à trouver un travail productif et décent dans la majeure partie du continent. Le ratio du chômage des jeunes par rapport à celui des adultes était de 3,6 en 1993 et est resté quasiment inchangé à 3,5 en 2003 (BIT, 2004). Les jeunes sont relégués au second plan dans le marché du travail formel parce qu'ils n'ont pas d'expérience pratique et ne disposent généralement pas de réseaux sociaux efficaces. Cela signifie qu'il leur sera pour ainsi dire impossible d'obtenir un emploi formel convenablement payé et qu'ils seront contraints à des formes d'emploi formel atypiques ou vulnérables avec un faible salaire ou dans le secteur informel avec une protection juridique limitée. La situation est encore bien pire pour les jeunes femmes qui continuent à faire face à de nombreux obstacles sur le marché du travail.

6. Les orphelins et les enfants vulnérables

47. Les orphelins et les enfants vulnérables constituent l'un des groupes les plus touchés par l'exclusion sociale en Afrique aujourd'hui. Ils sont principalement la conséquence de la pandémie de sida, ainsi que des déplacements causés par les conflits civils, les guerres, les sécheresses et les inondations. Le nombre total d'orphelins à cause du sida en Afrique à la fin de 2005 était d'environ 12 millions, soit une très grande proportion des moins de 17 ans (ONUSIDA, 2006). L'une des principales conséquences de la condition d'orphelin est un accès limité à l'éducation. Traditionnellement, en Afrique, la famille élargie et la communauté en général sont chargées d'aider les orphelins au plan social, économique, psychologique et émotionnel. Toutefois, ces familles élargies sont en proie à de grandes difficultés en raison de l'augmentation des besoins consécutive à la mortalité élevée parmi les adultes en âge de procréer et de l'aggravation de la pauvreté, et elles ne parviennent plus à garantir l'éducation de tous les orphelins dans le besoin. En outre, bien que des conventions relatives aux droits de l'enfant aient été ratifiées par une grande proportion des États africains, elles n'ont pas encore été traduites en politiques concrètes, le travail et la prostitution des enfants étant encore des réalités sur une grande partie du continent. Par ailleurs, le travail des enfants est un grave problème en Afrique, en particulier dans l'agriculture et le secteur des services informels. On estime que 49,3 millions d'enfants d'Afrique subsaharienne font partie de la force de travail (BIT, 2006). Les enfants sont contraints à travailler par la famille pour contribuer à atténuer les effets immédiats de l'extrême pauvreté et de la faim, ou employés comme domestiques sous contrat.

48. Les conséquences sociales sont importantes pour les orphelins et les enfants vulnérables. Si ces derniers ne bénéficient pas d'une éducation aujourd'hui, ils risquent l'exclusion à l'avenir. Les enfants devenus orphelins ou rendus vulnérables à cause du VIH/sida ont non

seulement un plus grand risque de ne pas suivre une éducation normale, ils risquent aussi d'être stigmatisés et négligés au sein de leur communauté. La traite et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales sont également des conséquences du manque de protection dont souffrent les orphelins et les enfants vulnérables. On ne peut quantifier précisément l'ampleur de la traite et de l'exploitation sexuelle des enfants en Afrique à cause du manque de données, mais le BIT estimait en 2006 que 50 000 enfants étaient victimes de la prostitution et de la pornographie. Les enfants impliqués dans des activités sexuelles commerciales sont souvent victimes de viol, de violences physiques et psychologiques et de sous-alimentation. Les cas de grossesses non désirées et d'infections transmises sexuellement, notamment le VIH/sida, sont également élevés chez ces enfants.

7. Criminalité

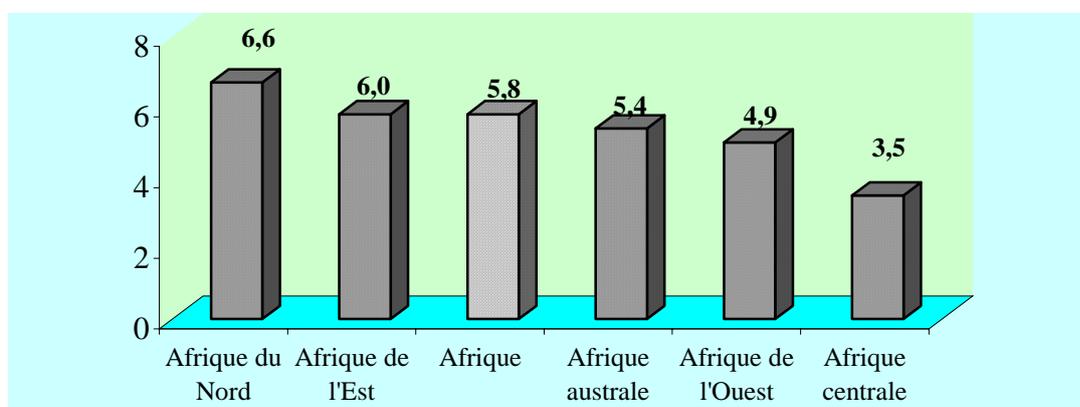
49. La criminalité est devenue un grave problème socio-économique dans de nombreux pays africains. Conséquence d'une urbanisation qui n'a pas créé d'emplois, elle est désormais l'une des principales causes de décès dans la région. Le nombre de décès attribuables à la violence en Afrique est estimé à 60,9 pour 100 000 habitants, soit plus du double du taux mondial et beaucoup plus que dans d'autres régions (OMS/AFRO, 2004). Par ailleurs, les groupes les plus vulnérables sont représentés de façon disproportionnée dans les statistiques officielles. En effet, Gun Free South Africa, une association de défense des intérêts, a indiqué que 12% des tués par balles en 1998 étaient des jeunes femmes et environ 7% des tués par balles étaient âgés de moins de 17 ans (Fleshman, 2001). Les jeunes délinquants et anciens délinquants interrogés dans le cadre de l'étude de Nairobi sur la jeunesse et la criminalité ont déclaré que les principaux délits pour lesquels ils avaient été arrêtés étaient le vol, puis les voies de fait et la possession de stupéfiants (ONU-Habitat, 2004). En outre, l'instabilité politique et les conflits sont souvent le résultat de l'exclusion sociale et les plus vulnérables sont les principales victimes de cette évolution, aggravée par l'existence de 100 millions d'armes légères illicites en Afrique. Par exemple, les enfants recrutés comme soldats ne bénéficient ni d'éducation ni de protection, et n'ont souvent pas accès à des services de santé essentiels, alors que les enfants déplacés, réfugiés ou séparés de leurs familles connaissent des privations similaires. Les conflits augmentent le risque pour les enfants d'être victimes de violence, de sévices et d'exploitation, la violence sexuelle étant souvent utilisée comme arme de guerre.

F. PREVISIONS DE CROISSANCE POUR 2007 ET PERSPECTIVES A MOYEN TERME

50. L'Afrique devrait réaliser un taux de croissance de 5,8% en 2007, ce qui est légèrement supérieur au taux de 2006 qui était de 5,7% (figure 7). On prévoit des taux de croissance positifs pour toutes les sous-régions, à commencer par l'Afrique du Nord (6,6%), l'Afrique de l'Est (6,0%), l'Afrique australe (5,4%), l'Afrique de l'Ouest (4,9%) et l'Afrique centrale (3,5%). Malgré un ralentissement de la croissance dans les principales économies industrialisées, la demande mondiale de produits africains, en particulier le pétrole, les minerais et les produits agricoles, devrait rester élevée en raison de la forte croissance dans les pays émergents d'Asie, notamment la Chine. Par ailleurs, le respect des promesses concernant l'aide et l'allègement de la dette permettra aux pays africains d'augmenter les dépenses dans des secteurs clés, notamment l'infrastructure et les services sociaux. En outre, l'amélioration de la gestion macroéconomique permettra non seulement de réduire l'inflation à court terme, mais aussi de contenir les anticipations d'inflation sur le long terme, ce qui devrait stimuler l'investissement privé.

51. Plusieurs facteurs sont susceptibles de compromettre la croissance en 2007 et les années suivantes. La croissance économique sera menacée dans de nombreux pays par l'aggravation de la pandémie de VIH/sida qui réduit l'offre de main-d'œuvre et sa productivité. L'absence de diversification de la production et des exportations constitue une source majeure d'instabilité et de vulnérabilité aux chocs résultant de l'évolution de la demande des prix des produits de base, ainsi que de modifications météorologiques imprévisibles. L'inefficacité de l'infrastructure publique et l'absence d'un approvisionnement en énergie fiable au niveau national, ainsi que la faible intégration des réseaux de transport et d'énergie au niveau régional, continueront de compromettre la productivité et la compétitivité sur le marché international, entraînant un ralentissement de la croissance économique (CEA, 2006c). En outre, la hausse des cours du pétrole représente un grand sujet de préoccupation pour les pays africains exportateurs de pétrole, qui doivent continuer à maîtriser l'inflation, à promouvoir la stabilité budgétaire, à améliorer la situation du compte courant et à renforcer la croissance.

Figure 7 : Projections de la croissance du PIB réel en Afrique au niveau sous-régional en 2007 (en pourcentage)



Source: EIU, janvier 2007.

G. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

52. Malgré la remarquable reprise économique constatée en Afrique depuis le début du XXI^e siècle, le continent fait encore face à d'importants défis relatifs à la réalisation de ses objectifs de développement. Extrêmement dépendante des produits de base, la croissance reste volatile et trop faible pour permettre de réaliser les OMD, tandis que la pression des cours du pétrole brut menace la stabilité des prix dans les pays importateurs de pétrole. Les soldes macroéconomiques dépendent de l'évolution du secteur des ressources et risquent d'empirer pour les pays africains importateurs de pétrole si les cours élevés du pétrole subsistent à moyen terme. De plus, la dette extérieure demeure élevée et les flux de capitaux privés restent insuffisants pour combler l'écart entre l'épargne intérieure et l'investissement indispensable pour réaliser les OMD. Le continent doit concevoir et appliquer des mesures politiques intégrées pour faire face aux principaux défis en matière de développement social.

1. Promotion de la compétitivité internationale

53. Bien que les perspectives à moyen terme de l'économie mondiale soient prometteuses et que les déséquilibres mondiaux aient commencé à se stabiliser, il subsiste toutefois, pour les pays africains, certains risques découlant de la concurrence asiatique et du fléchissement du marché de l'immobilier dans les économies développées, ce qui pourrait réduire la demande et faire baisser les prix des produits de base. Ainsi, des mesures efficaces visant à promouvoir la

compétitivité internationale par le biais de l'augmentation de la productivité et de la diversification de la production et des exportations sont cruciales. Les pays africains doivent également renforcer la demande intérieure et promouvoir l'intégration régionale et le commerce intra-africain.

2. Politiques d'amélioration de la gestion macroéconomique et de promotion d'une croissance forte et soutenue

54. La majorité des pays africains n'ont pas pu réaliser et conserver les taux de croissance élevés nécessaires à la réalisation de leurs objectifs de développement. En plus de maintenir la stabilité macroéconomique, les pays africains doivent élaborer des politiques budgétaires et monétaires axées sur la promotion de l'investissement, de l'emploi et de la croissance. De plus, il est nécessaire d'adopter des stratégies novatrices de croissance qui peuvent aider les gouvernements à identifier les obstacles à la croissance ainsi que les sources de croissance potentielles au niveau désagrégé, et concevoir des mécanismes d'incitation pour acheminer les ressources vers les secteurs dont le potentiel de croissance et de création d'emplois est le plus élevé. Cela demande une approche novatrice pour déterminer les stratégies de croissance permettant de surmonter effectivement les limitations de chaque pays et d'identifier des interventions concrètes fondées sur les opportunités et les objectifs propres à chaque pays.

3. Gestion des ressources naturelles pour promouvoir la diversification

55. La croissance économique dans la majorité des pays africains est influencée par les ressources naturelles, à savoir le pétrole, les minerais et les produits agricoles tels que le thé, le café et le cacao. La dépendance vis-à-vis des produits de base expose les économies africaines aux chocs émanant des facteurs naturels et de la fluctuation de la demande et des cours de produits de base. Pour réaliser une croissance forte et soutenue, les pays africains doivent utiliser les revenus des exportations des produits de base pour promouvoir la diversification économique.

4. Stratégies commerciales et sectorielles de diversification

56. En plus d'une gestion macroéconomique prudentielle et du renforcement des institutions, la promotion de la diversification économique requiert des politiques sectorielles et des réformes microéconomiques effectives qui stimulent l'industrialisation. Par conséquent, il faudra une meilleure coordination entre les politiques sectorielles et commerciales et les politiques macroéconomiques. Les pays africains devraient utiliser les politiques commerciales de manière stratégique, en visant particulièrement la diversification des produits et des marchés. Cela demande des stratégies ciblées, s'alignant avec la stratégie globale d'industrialisation, pour ces secteurs.

5. Investir dans l'énergie et les infrastructures publiques

57. L'investissement dans les infrastructures publiques et l'approvisionnement en énergie est important pour la promotion de l'investissement privé, l'accélération de la diversification et l'augmentation de l'accès aux services sociaux pour la majorité de la population. Les pays africains importateurs de pétrole, en particulier, doivent réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole en utilisant des sources d'énergie de remplacement, notamment l'énergie hydroélectrique, et en utilisant des technologies ayant un bon rapport coût-efficacité.

6. Concevoir des politiques de croissance favorables aux pauvres

58. En plus de concevoir des stratégies de croissance et de création d'emplois novatrices, les pays africains doivent devenir plus innovateurs dans la mobilisation de ressources et l'élaboration de politiques de croissance favorables aux pauvres pour régler les problèmes de chômage de masse, de pauvreté extrême et d'inégalités généralisées. Des interventions bien ciblées en faveur du développement social dans les domaines de l'éducation et de la santé sont également indispensables pour favoriser le partage des dividendes de la croissance et réduire la pauvreté. Ces politiques doivent aussi s'attaquer au chômage des jeunes en fournissant à ces derniers des compétences adaptées au marché du travail et en créant des centres d'emploi offrant des programmes spécifiques pour la jeunesse.

7. Intégrer l'emploi, l'égalité des sexes et la protection sociale dans les plans nationaux de développement et les SRP

59. Les plans de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté sont des instruments fondamentaux que les décideurs nationaux utilisent pour améliorer les conditions sociales de la population. Il convient donc d'y avoir recours pour régler des problèmes tels que le chômage élevé dans les pays africains, les inégalités profondes entre les sexes et l'absence de réseaux appropriés de protection sociale.

8. Combattre le VIH/sida et autres pandémies

60. Le continent est confronté au défi posé par l'expansion de la pandémie du VIH/sida. La baisse du traitement et l'émergence de thérapies plus simples fournissent une opportunité d'accroître le traitement du VIH/sida et les autres soins, en plus de la prévention au niveau national. Cela continuera à réduire les coûts directs et indirects du VIH/sida sur le long terme. L'Afrique doit également augmenter les ressources pour combattre d'autres maladies comme le paludisme et la tuberculose.

Bibliographie

Banque Al-Maghrib, 2005. *Rapport annuel 2005*. Rabat (Maroc).

Bureau international du Travail (BIT). 2004. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*. Genève: BIT.

Bureau international du Travail (BIT). 2006. *La fin du travail des enfants : Un objectif à notre portée*. Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. 95e session de la Conférence internationale du Travail 2006. Genève.

Commission économique pour l'Afrique (CEA). 2005. *Rapport économique sur l'Afrique 2005 : Relever les défis du chômage et de la pauvreté en Afrique*. CEA. Addis-Abeba (Éthiopie).

Commission économique pour l'Afrique (CEA). 2006a. *Impact of higher oil prices on the growth prospects for low-income oil-importing African countries*. CEA. Addis-Abeba (Éthiopie).

Commission économique pour l'Afrique (CEA). 2006b. *Rapport économique sur l'Afrique 2006 : Flux de capitaux et financement du développement en Afrique*. CEA. Addis-Abeba (Éthiopie).

Commission économique pour l'Afrique (CEA). 2006c. *Relever le défi de l'emploi en Afrique - Document de synthèse*, établi pour la trente-neuvième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique. Ouagadougou, 14 et 15 mai 2006.

Economist Intelligence Unit (EIU), 2006. Rapport de pays : Sénégal, août 2006.

Economist Intelligence Unit (EIU), données en ligne, janvier 2007.

ESMAP (Programme d'assistance pour la gestion du secteur énergétique), 2005. *"The vulnerability of African countries to oil price shocks: major factors and policy options, the case of oil-importing countries."* Washington, D.C: Banque mondiale.

Fleishman M. (2001). *"Les armes légères en Afrique/Violence armée: Un lourd bilan"*, *Afrique Relance*, Volume 15, numéro 4, décembre 2001.

Fonds monétaire international (FMI), 2006. *Perspectives économiques régionales - Afrique subsaharienne*. Septembre 2006.

Organisation des Nations Unies (ONU). 2006. *Migrations internationales et développement*. Rapport du Secrétaire général. Nations Unies, A/60/871.

Organisation des Nations Unies (ONU). 2007. *Principaux faits nouveaux survenus dans le domaine du vieillissement depuis la deuxième Assemblée mondiale*. Rapport du Secrétaire général. E/CN.5/2007/7.

Organisation mondiale de la santé – Bureau régional pour l’Afrique (OMS/AFRO) 2003. *African leaders call for increased efforts to prevent violence*. Communiqué de presse, juillet 2003. Texte en anglais disponible à l’adresse : http://www.afro.who.int/note_press/2003/pr20030726.html

Pollin, R., Epstein, G., Heinz, J. et Ndikumana, L. 2006. *An Employment Targeted Economic Program for South Africa*. New York: PNUD.

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), 2006. *Rapport sur l’épidémie mondiale de sida*, Genève.